

## **Le collectif Hautes Pyrénées "CoalitionClimat21" communique**

Donald Trump vient d'annoncer qu'il tournait le dos à la lutte contre les changements climatiques en sortant de l'accord de Paris sur le climat.

En niant la réalité scientifique et la responsabilité de l'activité humaine sur le changement climatique, Donald Trump réalise un acte stupide et criminel qui va à rebours du sens de l'Histoire. Il cède aux lobbies des énergies fossiles et accélère ainsi la course vers le chaos climatique. Rester sous la barre des +1,5°C de réchauffement climatique est pourtant littéralement une question de survie en particulier pour les populations les plus vulnérables. Sortir de l'accord de Paris revient à mettre en péril la vie de dizaines de millions de personnes dans les années qui viennent.

Cette décision est un grave recul. Pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris et en préserver la crédibilité, les autres gouvernements, en particulier ceux des pays fortement émetteurs de l'Union européenne comme la France, doivent montrer qu'ils redoubleront d'efforts pour respecter les engagements de la COP21. Il convient d'agir dès maintenant dans notre pays pour revoir l'ensemble des politiques qui aujourd'hui encore sont nuisibles au climat : fiscalité, transport, production énergétique, agriculture et alimentation, habitat. Par ailleurs, plus que jamais, notre pays devra tenir les promesses financières faites aux pays les plus touchés par les impacts des changements climatiques. Il devra faire preuve d'exemplarité en augmentant les fonds pour ces pays et en soutenant d'ici l'été, la mise en place de la taxe européenne sur les transactions financières.

Désormais, il n'y a plus de place aux doutes. Les banques françaises, Bnp Paribas, Société Générale, Crédit Agricole, qui se sont engagées à respecter l'accord de Paris, doivent prendre acte de la décision de Donald Trump : elles doivent s'engager clairement à ne pas financer les projets fossiles auxquels l'administration états-unienne va dérouler le tapis rouge. En France, les projets de terminaux gaziers doivent également être gelés car ils constitueraient une porte d'entrée à l'arrivée de bateaux chargés en gaz de schiste en provenance des USA. Le gouvernement français doit faire preuve de fermeté et de solidarité en stoppant ici, le développement de tout nouveau projet fossile et les permis d'exploration comme d'exploitation.

Plus que jamais, la France doit faire de sa politique commerciale un levier pour accélérer la transition écologique, d'abord en arrêtant de négocier des accords commerciaux climaticides comme le TAFTA et le CETA, ensuite en interdisant l'importation de charbon et d'hydrocarbures étatsuniens.

La décision du président des Etats Unis illustre les faiblesses intrinsèques de l'accord de Paris qui, au delà d'objectifs climatiques insuffisants, ne donne aucun pouvoir légal aux institutions internationales, aux États et aux citoyens pour poursuivre les États voyous, là où la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC disposent de règles contraignantes et de mécanismes de sanction pour maintenir un statu quo économique et financier insoutenable. C'est à cette dichotomie injustifiable entre commerce et climat qu'il faut désormais s'attaquer d'urgence.

Pour agir localement vous êtes invités à rejoindre le collectif "CoalitionClimat21" des Hautes Pyrénées. Il se réunit chaque premier samedi du mois à Tarbes au local de la Fsu rue A Breyer à 10h.

Contacts : [jean-michel.boimarre@orange.fr](mailto:jean-michel.boimarre@orange.fr) / [debordeaux.patrice@sfr.fr](mailto:debordeaux.patrice@sfr.fr)